

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### REGLEMENT DE LA CONSULTATION

#### **ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE (ACBC)**

**L'acheteur : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres**

**Conservatoire du littoral  
Corderie Royale  
CS 10137  
17306 Rochefort Cedex**

**Affaire n° 2025M26**

---

**Objet du marché :**

**Démantèlement de vestiges d'installations de pêche à la civelle  
Site de la Réserve Naturelle Nationale des prés salés d'Arès et de Lège-Cap Ferret (33)**

---

**Procédure adaptée passée en application du code de la commande publique.**

**Date et heure limites de remise des candidatures et offres :**

**18 juin 2025 à 12 heures (heure de Paris)**

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

Article 1 - Acheteur.....	3
Article 2 - Objet de la consultation.....	3
2-1-Objet du marché.....	3
2-2-Procédure de passation .....	3
2-3-Techniques particulières d'achat.....	3
Article 3 - Dispositions générales.....	3
3-1-Décomposition du marché.....	3
3-2- Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution.....	4
3-3-Modalités de financement et de paiement.....	4
3-4-Forme juridique de l'attributaire.....	4
3-5-Délai de validité des propositions.....	4
3-6-Variantes .....	4
3-7-Visite des lieux et consultation de documents sur site.....	4
Article 4 - Dossier de consultation.....	5
4-1-Contenu du dossier de consultation.....	5
4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique.....	5
4-3-Modification du DCE et renseignements techniques complémentaires.....	5
4-3-1- <i>Modification du dossier de consultation</i> .....	5
4-4-Echanges pendant et après la phase de passation du marché.....	5
Article 5 Conditions d'envoi ou de remise des plis - Présentation des propositions.....	6
5-1-Présentation des candidatures .....	6
5-2-Contenu de l'offre .....	7
5-3-Langue de rédaction des propositions.....	7
5-4-Unité monétaire .....	7
5-5-Négociation.....	8
Article 6 - Jugement des propositions.....	8
6-1- Critères d'examen des candidatures .....	8
6-2- Critères de jugement des offres.....	8
Article 7 - Renseignements administratifs complémentaires et voies de recours.....	8

## Article 1 - Acheteur

**L'acheteur** : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres  
Conservatoire du littoral  
Corderie Royale  
CS 10137  
17306 Rochefort Cedex  
Téléphone : 05.46.84.72.50  
Site internet : <http://www.conservatoire-du-littoral.fr>

## Article 2 - Objet de la consultation

### 2-1-Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

### **Démantèlement de vestiges d'installations de pêche à la civelle - Site de la Réserve Naturelle Nationale des prés salés d'Arès et de Lège-Cap Ferret (33)**

Les prestations relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31/12/1993)

Références à la nomenclature européenne (CPV) :  
45112360-6 - Travaux de remise en état du terrain

### 2-2-Procédure de passation

Procédure adaptée passée en application du Code de la commande publique et des articles L2123-1, R2123-1.

### 2-3-Techniques particulières d'achat

Conformément à l'article R2162-4 du Code de la commande publique, la consultation donnera lieu à un accord cadre à bons de commande mono attributaire dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

CONSERVATOIRE DU LITTORAL	Montant minimum Pour 24 mois en € HT	Montant maximum Pour 24 mois en € HT
	0,00	300 000,00

## Article 3 - Dispositions générales

### 3-1-Décomposition du marché

#### 3-1-1-Lots

- La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations

#### 3-1-2-Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

#### 3-1-3-Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

### **3-2- Durée de l'accord-cadre**

L'accord cadre est passé pour une durée ferme de deux (2 ans) à compter de sa date de notification.

### **3-3-Modalités de financement et de paiement**

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire à 30 jours. Le marché sera financé sur fonds propres du Conservatoire du Littoral et par subventions.

### **3-4-Forme juridique de l'attributaire**

Aucune forme de groupement n'est imposée par l'acheteur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement devra préciser le compte unique sur lequel les versements seront effectués.

Conformément à l'article R2142-4 du code précité, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat.

L'acheteur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, en application de l'article R2142-21 du Code précité.

### **3-5-Délai de validité des propositions**

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la réception de l'offre initiale ou en cas de négociation à compter de la date de réception de l'offre négociée.

### **3-6-Variantes**

#### **3-6-1-Variantes libres (à l'initiative du candidat)**

Les variantes libres par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

#### **3-6-2- Variantes imposées par l'acheteur (Prestations supplémentaires ou solutions alternatives)**

L'acheteur n'impose pas la présentation de variante.

### **3-7-Visite des lieux et consultation de documents sur site**

La visite des lieux est vivement conseillée avant la remise d'une offre.

Les candidats prendront contact avec le représentant du pouvoir adjudicateur afin de fixer un rendez-vous pour effectuer la visite. La prise de rendez-vous s'effectuera auprès de :

M. Florian PAPON

Chargé de projet transition écologique des usages

Conservatoire du littoral – Délégation Aquitaine

Tel : 05 57 81 15 19 - Mobile : 07 64 51 32 33

Mail : [F.PAPON@conservatoire-du-littoral.fr](mailto:F.PAPON@conservatoire-du-littoral.fr)

L'entrepreneur devra avoir parfaitement apprécié toutes les contraintes environnementales liées au chantier ainsi que toutes les servitudes propres aux accès de chantier, aux servitudes d'implantation, d'approvisionnement et d'évacuation des matériaux. Aucune modification de son forfait ne pourra lui être accordée pour une mauvaise appréciation de sa part.

Dans le cas où, à travers les documents établis par les concepteurs, certaines stipulations particulières sembleraient avoir été omises ou paraîtraient inadaptées, l'entrepreneur devra le signaler au cours de la consultation et effectuer une mise au point chiffrée sur un document annexe, remis avec sa proposition.

L'ensemble des documents relatifs aux déclarations de travaux sera remis au titulaire par le représentant de la maîtrise d'ouvrage, avant le commencement des travaux si besoin.

## **Article 4 - Dossier de consultation**

### **4-1-Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation (RC),
- l'annexe financière (BPUF-DE).
- le Cahier des Clause Administratives Particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Récépissés DT réseaux (fourni en cours de publicité et au minimum 4 jours avant la fin de la date limite de remise des offres),

### **4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément à l'article R2132.2 du code de la commande publique, l'acheteur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

### **4-3-Modification du DCE et renseignements techniques complémentaires**

#### **4-3-1-Modification du dossier de consultation**

Des renseignements complémentaires sur les documents de la consultation pourront être envoyés aux candidats en ayant fait la demande, au plus tard quatre jours avant la date limite de remise des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier DCE modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement prévue ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par l'acheteur.

Les candidats identifiés seront informés du report de la date limite de remise des plis.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques quatre jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

#### **4-3-2- Renseignements techniques complémentaires**

Toute demande de renseignement d'ordre technique se fera sur le profil acheteur PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) et devra parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront données à l'ensemble des candidats authentifiés par le même moyen, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres par le même moyen.

### **4-4-Echanges pendant et après la phase de passation du marché**

Tous les échanges pendant la passation et l'exécution du marché se feront par voie dématérialisée sur le profil acheteur PLACE sauf impossibilité technique.

## Article 5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis - Présentation des propositions

### ➤ Remise des plis par voie électronique :

Conformément aux dispositions des articles R2132-7 et suivants du Code de la commande publique, l'acheteur autorise la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique conformément à l'article R2132-11 du Code de la commande publique. Cette copie est remise soit sur support papier soit sur support physique électronique (clé USB, CD.), à l'adresse suivante :

Conservatoire du littoral - Délégation Aquitaine  
180 Rue Judaïque – CS 12096  
33 077 BORDEAUX cedex

**Il appartient au candidat de renseigner sur la plateforme PLACE une adresse de courriel valide et fonctionnelle durant toute la procédure de consultation. Le Conservatoire ne pourra être tenu pour responsable en cas d'erreur d'adresse de courriel ou de non réception des courriels de la plateforme PLACE (blocage, spam etc..).**

### **Recommandations**

*Il est recommandé aux candidats d'éviter de transmettre leur offre ou de contacter le support technique en « dernière minute ». Les réponses électroniques transmises après la date et l'heure fixées par le présent règlement ne seront pas retenues. En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé.*

**Aucune autre forme d'envoi que ceux cités ci-dessus ne sera acceptée.**

### **5-1-Présentation des candidatures**

Le candidat peut répondre via le formulaire DUME.

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

**Justificatifs candidature (à ne fournir qu'une fois quel que soit le nombre de lots)**

- Lettre de candidature (**DC1** disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Déclaration du candidat (**DC2** disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Déclaration du sous-traitant (**DC4** si besoin (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>),
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
- Liste des principaux travaux exécutés au cours des 5 dernières années (certificats de capacité) et pouvoir en justifier au moyen de certifications professionnelles suivantes (ou tout autre moyen jugé équivalent).

Ces capacités professionnelles mettront en évidence l'adéquation et la pertinence des dites références à l'objet de la consultation.

Pour des entreprises de création récente, ce dossier peut être composé ou complété par un dossier d'études exprimant leur potentiel.

- Une attestation d'assurance pour les risques professionnels en cours de validité.

Pour justifier des capacités professionnelles et techniques, le candidat peut s'appuyer sur d'autres opérateurs économiques (cotraitants, sous-traitants) (Article R2143-12 Code de la commande publique).

Le cas échéant, le candidat produit, pour ce (ces) opérateur(s) économique(s), les mêmes documents que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur à l'appui de sa candidature.

## 5-2-Contenu de l'offre

- **Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)\*** doit être dûment complété sans surcharge ni rature. Tous les postes de prix devront être intégralement renseignés. Toute modification entraînera la nullité de l'offre.
- **Le Détail Quantitatif Estimatif (DE)\***

(\*) le BPUF et le DE sont compris dans un seul et même fichier de type tableur nommé : **2024M26\_Annexe Financière**

**Le(s) soumissionnaires doivent présenter leur offre financière sous FORMAT EXCEL.**

- **Une note méthodologique** répondant aux sous-critères suivants :
  - ✓ Méthodologie d'exécution des travaux : Moyens humains et matériels employés pour exécuter les travaux ; le candidat devra préciser le matériel utilisé (matériel adapté aux conditions d'accès, de circulation et de travaux dans le domaine, objet du marché)
  - ✓ Pertinence des mesures proposées liées aux contraintes environnementales,
  - ✓ Rétroplanning proposé.
- RIB faisant apparaître IBAN et BIC
- En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre en plus du DC4 :
  - Les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant (DC2),
  - RIB faisant apparaître IBAN et BIC (pour les prestations dont le montant est supérieur à 600€ TTC, conformément à l'article R2193.10 du code précité).
  - Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue à l'article R2143.3 du code précité

Le candidat ne doit pas joindre dans son offre le CCAP, CCTP et le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par l'acheteur.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par l'acheteur les certificats et attestations prévus à l'article R2144-7 du code précité.

*Nota : L'ensemble des certificats sociaux et fiscaux ne sont à produire qu'au niveau de l'attribution du marché. Par simplification, ils pourront être joints à la remise des offres.*

A l'issue de la procédure d'attribution, un acte d'engagement (ATTR11), sera transmis au candidat retenu pour signature.

## 5-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

## 5-4-Unité monétaire

L'acheteur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

## 5-5-Négociation

Conformément à l'article R2123-5 du Code de la commande publique, une phase de négociation est prévue. Les modalités seront les suivantes :

Une phase de négociation sera menée avec le(s) soumissionnaire(s) ayant présenté les 3 offres les mieux classées au vu des critères de jugement des offres.

Les offres non admises aux négociations sont éliminées. Il est bien précisé qu'un rapport d'analyse des offres avant négociation a été réalisé avec un classement de toutes les offres en appliquant les critères de jugement des offres.

Les offres inappropriées seront éliminées et non négociables, conformément à l'article R2152-1 du Code de la commande publique.

Les négociations se feront par échange électronique (mail) et si besoin par une rencontre avec chacun des candidats admis aux négociations.

Les discussions pourront porter sur les aspects techniques, financiers ou méthodologiques.

A l'issue des négociations, les offres finales seront analysées sur la base des critères initiaux de sélection. Le résultat des négociations sera formalisé à l'acte d'engagement (ATTR11) signé avec le candidat retenu avant la notification du marché.

**Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.**

## Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions suivantes.

### 6-1- Critères d'examen des candidatures

L'acheteur contrôlera les garanties professionnelles, techniques (expériences, compétences, moyens) des candidats sur la base des pièces de candidatures remises. :

### 6-2- Critères de jugement des offres

1. **Prix des prestations** (pondération : 40%)
1. **Valeur technique** (pondération : 60%) appréciée sur la base d'une note méthodologique et selon les sous-critères suivants :
  - ✓ Sous-critère 1: Méthodologie d'exécution des travaux: moyens humains et matériels employés pour exécuter les travaux (matériel adapté aux conditions d'accès, de circulation et de travaux dans le domaine, objet du marché) (50%)
  - ✓ Sous-critère 2: Pertinence des mesures proposées liées aux contraintes environnementales (30%)
  - ✓ Sous-critère 3: Rétro planning proposé. (20%)

## Article 7 - Renseignements administratifs complémentaires et voies de recours

Pour obtenir tous renseignements administratifs complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à : la plate-forme PLACE

### Voies de recours

Tribunal administratif de Bordeaux

Adresse : 9 rue Tastet

BP 947

33063 BORDEAUX CEDEX

Téléphone : 0556993800

Courriel : [greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)